

Un million d'Européens en plus

■ L'Europe doit se ressaisir et faire de la crise des réfugiés qui est gérable – intégrer 1 million de demandeurs d'asile dans un continent de 500 millions d'habitants – un levier de son intégration politique. Mode d'emploi.

PIERRE DEFRAIGNE

Directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe, directeur général honoraire à la Commission européenne.

Si, après soixante années d'intégration, le choc de la brusque arrivée d'un million de réfugiés fuyant les combats, devait briser l'unité d'une Europe de 500 millions d'habitants, et si l'Europe n'était pas à même de venir à bout des moins de 50 000 combattants de Daech ainsi que de contribuer à une solution politique en Syrie, y aurait-il lieu de regretter une telle Europe, aussi peu solidaire et aussi peu efficace? Sauf qu'il n'existe pas d'alternative à l'Europe! Reste donc à la réformer en profondeur et à saisir la tragédie des réfugiés pour en faire un levier du progrès vers son unité. Car hélas l'Europe ne progresse pas autrement. Méfiants devant les grands desseins et pas très sûrs de faire confiance à une UE impuissante devant le chômage et les inégalités, mais prompte à engager, malgré ses divisions internes, une négociation commerciale inégale et hasardeuse avec les Etats-Unis, les Européens ne lui concèdent que juste ce qu'il faut de souveraineté en plus pour prévenir le naufrage de l'entreprise.

Les quotas, un casse-tête

Venons-en aux réfugiés qui seront au cœur du débat du Conseil européen du 17 mars où se joue l'avenir de Schengen.

Une fois acquis l'accord avec la Turquie – un expédient misérable – la répartition entre Etats-membres des quotas de réfugiés et la solidarité financière qui va de pair constitueront un nouveau casse-tête pour les 28. Mais le Conseil devra aussi organiser la protection commune des frontières extérieures ainsi que la coopération policière et judiciaire intra-européenne. Le Conseil européen n'a pas le droit à l'échec.

Une obligation internationale

D'abord, ces réfugiés sont des personnes humaines pareilles à nous, arrachées brutalement à leur foyer et jetées sur les routes de l'exil par les persécutions politiques et religieuses. La Convention de 1951 signée par l'UE ne nous laisse dès lors pas de choix: l'accueil des vrais réfugiés en quête d'asile est une obligation internationale. Elle est aussi un devoir de civilisation. Quelle image de l'Europe et de nous-mêmes donnons-nous à nos enfants lorsque nous les laissons croupir dans des camps comme Calais ou sur les îles de Lesbos et Lampedusa ou encore entassés dans des "hotspots" à nos frontières?

Ensuite le problème des réfugiés est à la fois simple et compliqué. Les chiffres

au niveau de l'Europe sont gérables (1 million d'Européens de plus pour 500 millions). Mais l'impact au niveau des Etats-membres peut être significatif à la marge: 0,2% de PIB de déficit budgétaire en plus et 0,2% de demandeurs d'emplois en plus, cela fait beaucoup pour des Etats, même riches comme la Belgique, qui cumulent finances publiques obérées et chômage structurel à deux chiffres. Les réfugiés apparaissent comme la paille qui vient casser le dos du chameau.

Un gain à long terme

Ensuite, l'afflux de réfugiés est sur le long terme un gain précieux pour une Europe vieillissante. Il y a là-dessus un consensus des économistes, préoccupés par le déficit croissant de population active en Europe pour faire face au coût

des retraites. Mais le coût à court terme, certes transitoire, est bien réel. Non que les réfugiés tirent davantage bénéfice des transferts sociaux que la moyenne de la population – ils n’aspirent qu’à travailler –, mais ils commencent par générer moins de taxes parce que leur insertion dans les marchés du travail ne se fait que progressivement avec un taux de participation des femmes à l’emploi faible. En outre, les réfugiés travaillent en moyenne 20% meilleur marché que les autres travailleurs, notamment à cause du travail au noir, une plaie de notre temps avec la grande fraude fiscale. Les coûts budgétaires eux sont de l’ordre de la proportion des réfugiés dans la population: 0,2 % du PIB par an qui vont déclinant et qui s’inversent vite en apport net pouvant atteindre 0,3 %. Dans certains cas, l’afflux de réfugiés

stimule déjà la demande interne, jusqu’à 0,5 % du PIB en Autriche.

Le cas de la Grèce

Le cas de la Grèce en revanche reste hautement hypothétique. Si une aide sérieuse – bien au-delà des 300 millions euros envisagés – n’est pas assurée à la Grèce qui proportionnellement supporte un poids beaucoup plus élevé de réfugiés, le problème de son maintien dans l’eurozone, toujours resté incertain en raison de sa dette publique tout-à-fait excessive (bientôt 200% du PIB), va se poser très rapidement. Qu’un choc asymétrique, relativement modeste au niveau de l’eurozone, aboutisse à un Grexit, enverrait un signal redoutable aux marchés et rouvrirait la crise de la dette souveraine.

Traiter d’égal à égal avec Washington

Enfin, l’Europe fera face à d’autres chocs dans les décennies à venir. Elle doit s’y préparer aujourd’hui de trois façons : d’abord en augmentant sa résilience macro-économique, soit un budget et un impôt fédéral pour l’euro de manière à revenir en Europe à un niveau d’emploi plus élevé, qui est le plus sûr moyen d’intégrer les réfugiés. Ensuite, elle doit bien entendu protéger elle-même ses frontières extérieures là où elles sont poreuses. Enfin il lui faut se créer une capacité d’action extérieure, aujourd’hui inexistante, qui passe par la défense. Sans défense commune qui lui assurerait une parité politique au sein de l’Otan et donc la capacité de traiter d’égal à égal avec Washington, l’Europe sera toujours amenée à subir les effets collatéraux de la politique américaine, que ce soit au Moyen-Orient ou en Ukraine. Si l’Europe avait bloqué Bush en Irak, il

n’y aurait pas eu d’effet-domino dans la région et de déstabilisation de la Syrie. En d’autres mots, l’Europe, par sa carence, porte une lourde part de responsabilité dans la crise des réfugiés. Aujourd’hui l’Europe doit se ressaisir et faire de la crise des réfugiés, qui est parfaitement gérable, un levier de son intégration politique. C’est, incidemment, la meilleure réponse au Brexit, qu’il advienne ou non.

Si l’Europe avait bloqué Bush en Irak, il n’y aurait pas eu d’effet-domino dans la région et de déstabilisation de la Syrie. L’Europe, par sa carence en matière de défense, porte une lourde part de responsabilité dans la crise des réfugiés.